

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 1919.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1919

Tableau II : Dotations.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VILAIN.

MESSIEURS,

En examinant le tableau page XV, le tableau II (dotations) page 14 et le tableau de développements pages 268, 269, 270 et 271 on constate que le projet de budget des dotations pour l'exercice 1919 déposé le 20 mars dernier comporte des allocations :

- I. Pour les dépenses de 1919 ;
- II. Pour les dépenses arriérées

I. DEPENSES DE 1919.

Elles sont subdivisées en :

- a) Dépenses normales ;
- b) Dépenses provoquées par la guerre.

a) Dépenses normales.

Leur total s'élève à la somme de fr. 6,165,000 ainsi décomposée :

Liste civile	fr. 3,300,000
Sénat	473,000
Chambre des Représentants	1,600,000
Cour des Comptes	792,000

(1) Budget, n° 107.

(2) La Section centrale, présidée par M. POULLET, était composée de MM. MECHELYNCK, BERTRAND et TIEBAUT, vice-présidents ; MM. WAUWERMANS, HOUTART et VILAIN ; IMPERIALI, PONCELET et PUSSEMIER ; VAN LINDBURG STIRUM, FERON et BUYL ; DELPORTE, PEPIN et LAMBORELLE ; DEBUNNE, LIEBAERT et TROCLET ; HONINCKS, DE KERCHOVE D'EXAERDE et DE WOUTERS D'OPLINTER.

Les crédits alloués pour 1914 montaient ensemble à fr. 5,624,750 et étaient répartis comme suit :

Liste civile	fr. 3,300,000
Sénat	395,000
Chambre des Représentants	1,360,659
Cour des Comptes	569,100

On trouve donc une augmentation de fr. 540,241 dont voici le détail :

1° Pour la dotation du Sénat	fr. 78,000
2° Pour la dotation de la Chambre.	239,341
3° Pour la dotation de la Cour des Comptes.	222,900

Cette augmentation s'explique par les accroissements réglementaires des traitements, le renchérissement du coût de la main-d'œuvre, des matières premières et des impressions, le surcroît des dépenses imprévues et spécialement pour la Cour des Comptes la nécessité d'étendre le nombre des membres du personnel des bureaux pour faire face aux travaux actuels.

*
* *

Suivant avis de la Cour des Comptes en date du 31 juillet 1919, l'article 5 du tableau des développements du tableau II doit être modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 5	PERSONNEL DES BUREAUX	Nombre d'agents	Traitements par an.
(Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service.)	Directeurs	8	8,000 à 8,500
	Chef des services du Greffe	1	6,500 à 7,500
	Sous-Directeurs	8	6,500 à 7,500
	Chefs de bureau	indéterminé	5,000 à 6,000
	Vérificateurs	id.	2,000 à 4,700
	Cadre { Chefs de bureau	id.	5,000 à 6,000
	des { Commis-chefs	id.	4,000 à 5,000
	Commis { Commis et dactylographes	id.	1,800 à 3,800
	Huissier chef	14	1,500 à 3,080
	Huissier-concierge		
	Huissiers et messagers		
	Fautiers	3	1,300 à 1,900
	Concierge	1	600 à 1,000
	Traitements de disponibilité. Travaux extraordinaires, emplois vacants et nouveaux, promotions et augmentations éventuelles		10,000

b) Dépenses provoquées par la guerre.

En général, ces dépenses se rapportent à la restauration des locaux et du matériel, ainsi qu'aux indemnités de vie chère des fonctionnaires, employés et agents salariés ;

Selon le tableau II annexé au projet de loi contenant le budget général pour l'exercice 1919, les dépenses dont s'agit se montent à :

750,000 fr. pour le Sénat;
 220,000 fr. pour la Chambre des Représentants;
 252,500 fr. pour la Cour des Comptes;

soit au total à 1,222,500 fr.

Dans le budget arrêté par la commission de comptabilité, de la Chambre le chiffre de 220.000 fr. ci-dessus est augmenté de 432.093 fr. 41.

Si l'on tient compte d'autre part de ce que le 2 juillet 1919, le Sénat a fait connaître qu'il réduisait à 450.000 fr. le chiffre de 750,000 fr. représentant le montant de ses dépenses provoquées par la guerre, le total de 1,222,500 fr. susindiqué se fixe définitivement à 1,354,593 fr. 41.

II. — DÉPENSES ARRIÉRÉES.

Ces dépenses se rapportent au compte guerre. Selon le tableau II prémentionné elles s'élèvent :

pour le Sénat à fr.	280,000
pour la Chambre à	337,000
pour la Cour des Comptes	550,000
au total à . . . fr.	3,980,000

Si d'un côté le projet de budget, arrêté par la commission de comptabilité de la Chambre, augmente de la somme de 432,093 fr. 41, le chiffre des dépenses de 1919 provoquées par la guerre, il diminue d'un autre côté de la même somme, le chiffre de 5,570,000 fr. prévu pour dépenses arriérées et réduit ce chiffre à 2,937,906 fr. 59, ce qui ramène le total de 3,980,000 fr. à 3,547,906 fr. 59.

Le 23 août 1914, le Gouvernement a notifié à M. le Président de la Chambre qu'il amendait ainsi qu'il suit le chapitre IV du tableau II des réparations (dotations) qui concerne la Cour des Comptes.

A l'article 5 (traitements et indemnités du personnel des bureaux, traitements de disponibilité, dépenses arriérées), *en plus 220,000 francs.*

A l'article 6 (matériel et dépenses diverses) :

a) Dépenses normales de 1919, *en plus 50,000 francs;*

b, Dépenses de 1919 provoquées par la guerre, *en plus 20,000 francs;*

c) Dépenses arriérées, *en plus 220,000 francs.*

A l'article 9 (subvention de vie chère aux membres de la Cour, fonctionnaires, employés et agents salariés), *en plus 43,500 francs.*

Des considérations ci-dessus il appert que le tableau récapitulatif du budget de l'exercice 1919, quant aux dotations (pp. 270 et 271, développements), doit s'établir de la façon suivante :

NUMÉROS DES CHAPITRES.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET SERVICES.	CRÉDITS DEMANDÉS POUR L'EXERCICE 1919.	DÉPENSES. — ARRIÉRÉS.
	<i>Récapitulation :</i>		
I.	Liste civile	3,300.000 »	»
II.	Sénat.	923.000 »	280.000 »
III.	Chambre des Représentants	2,252.093 41	2,937.906 59
IV.	Cour des comptes	1,158.000 »	550.000 »
	Total (Dotations) Fr.	7,633.093 41	3,767.906 59

Dans ces conditions votre section centrale adopte le budget des dotations à l'unanimité en proposant de libeller ainsi qu'il suit le tableau II (dotations) faisant partie du tableau général de l'article 12 du projet de loi contenant le budget de 1919 :

MINISTÈRES EN SERVICES.	DÉPENSES		
	PROPRES A L'EXERCICE		ARRIÉRÉS.
	Charges normales.	Charges de guerre.	
Tableau.	»	»	»
Dotations II.	6,215.000 »	1,418.093 41	3,767.906 59

DISCUSSION EN SECTIONS.

Dans la 1^{re} section, le budget des dotations a été adopté à l'unanimité.

Dans la 2^e section, il a été adopté à l'unanimité sauf une abstention.

Dans la 3^e section, il a été adopté à l'unanimité.

Dans la 4^e section, il a été adopté à l'unanimité.

Dans la 5^e section, il a été adopté à l'unanimité.

Dans la 6^e section, il a été adopté à l'unanimité sauf deux abstentions.

Le vote en sections a eu lieu avant les modifications mentionnées plus haut.

CHAMBRE.

Un membre de la quatrième section et des membres de la Section centrale ont insisté sur la nécessité de l'aménagement et de l'extension des locaux actuels de la Chambre.

Cette question attend sa solution depuis de nombreuses années.

Des démarches réitérées ont été faites auprès des gouvernements qui se sont succédés à l'effet d'obtenir la cession à la Chambre de l'hôtel du Ministre des Sciences et des Arts et des bâtiments avec les bureaux sis rue Bevaert.

L'hôtel du Ministre des Sciences et des Arts deviendrait ainsi la résidence de M. le Président de la Chambre; les locaux qui servent aujourd'hui de pied-à-terre à M. le Président pourraient être affectés pour l'usage des députés à l'installation d'un restaurant dont la nécessité se fait d'autant plus sentir qu'il y a actuellement, à toute heure même entre les séances publiques de la journée, des réunions très nombreuses de sections ou de commissions.

Quant aux bâtiments susindiqués de la rue Bevaert, ils serviraient au développement indispensable des locaux des divers services de la Chambre à l'heure présente insuffisants, dispersés et encombrés.

Jusqu'à ce jour, nos honorables questeurs, malgré leurs nombreuses instances n'ont obtenu que des promesses imprécises.

*
* * *

Un membre de la Section centrale a demandé s'il ne serait pas possible pour la Chambre de mettre en adjudication publique la fourniture des papiers nécessaires et de s'entendre avec le Sénat pour la confection en commun des imprimés de la législature.

Il résulte des renseignements obtenus : 1° que l'on a essayé autrefois de procéder à l'adjudication publique pour la fourniture des papiers mais qu'on a dû y renoncer, le système n'ayant pas donné satisfaction; que depuis plusieurs années on a recours à l'adjudication restreinte et une sérieuse économie en est résultée; 2° que les documents dans l'édition imprimée pour la Chambre servent à la fois à la Chambre et au Sénat, que la haute assemblée se borne à faire imprimer les projets modifiés par la Chambre et les rapports de ses communications, qu'il n'y a donc pas de doubles emplois possibles et que dès lors une entente entre les deux Chambres au sujet des imprimés serait presque sans objet.

COUR DES COMPTES.

La quatrième section a exprimé le vœu de voir examiner le projet de loi déposé par M. Lamborelle, relativement à la réorganisation de la Cour des Comptes.

Un membre de la section centrale a manifesté le même désir. Il a signalé que l'unique Chambre de la Cour des Comptes est depuis longtemps surchargée de travail et ne peut suffire à l'expédition des affaires qui lui sont soumises.

Votre section centrale estime qu'il en est bien ainsi. Elle constate que les travaux de la Cour des Comptes deviennent de plus en plus *importants* et, dans l'intérêt de la sécurité des finances publiques, elle demande que sans plus tarder la Chambre vote les dispositions nécessaires pour permettre à cette essentielle institution de l'État de remplir sa haute mission.

Importance des travaux de la Cour :

La loi du 29 octobre 1846 a organisé définitivement la Cour des Comptes et déterminé d'une manière précise ses attributions et ses rapports avec les Administrations publiques. Depuis cette époque, son organisation n'a pas subi de sensibles modifications.

Les attributions de la Cour des Comptes sont fixées par l'article 116 de la Constitution et par la loi du 29 octobre 1846 précitée. Elle est chargée de la liquidation des comptes de l'Administration générale et de tous comptables envers le Trésor. Elle veille à ce qu'aucun article de dépenses du budget ne soit dépassé, à ce qu'aucun transfert n'ait lieu ; elle arrête les comptes des différentes administrations de l'État et est chargée de recueillir, à cet effet, tous renseignements et toutes pièces comptables nécessaires. Le compte général de l'État est soumis aux Chambres avec ses observations. Elle règle et apure les comptes non seulement de l'État mais encore ceux des provinces. Elle statue sur les comptes des comptables ; elle veille à ce que les transports et les remboursements ainsi que les nouveaux emprunts soient exactement inscrits sur le double du Grand-Livre de la dette publique, déposé dans ses bureaux ; elle tient aussi le double du registre des pensions à charge de l'État.

Accroissement des dits travaux.

Si l'on compare dans la période 1870-1911, le montant des dépenses définitives à charge des budgets ordinaires et extraordinaires que doit comme travail normal vérifier la Cour des Comptes, on constate la progression suivante :

1870	fr.	216,907,800
1875	»	292,222,495
1880	»	382,908,428
1885	»	351,251,438
1890	»	417,895,629
1895	»	410,385,401
1900	»	574,158,192
1905	»	772,365,942
1910	»	829,456,247
1911	»	810,926,455

NOTA. — A partir de 1908, il y a lieu d'ajouter aux chiffres ci-contre le montant du budget colonial, lequel pour l'exercice 1912 comporte en crédits : 50,538,710 à l'ordinaire et 18,218,660 à l'extraordinaire.

D'autre part, le tableau ci-dessous résumant la statistique de travaux de la Cour des Comptes, durant les années 1898, 1901, 1904, 1907, 1910 et 1912, indique lui aussi une progression importante.

Les progressions, dont il s'agit, n'ont fait que s'accroître pendant les années 1913 et 1914.

(7)

NATURE DES PIÈCES COMPTABLES.		Année 912. — NOMBRE.
Ordonnances de paiement soumises } a) sur les Budgets de l'Etat . . . 118,493	} b) sur les Budgets provinciaux . . . 12,498	130,982 »
au visa préalable et imputées		
Pensions de toute nature.		1,525 »
Pensions accordées aux veuves et orphelins des professeurs et instituteurs commu- naux		75 »
Anciennes pensions révisées.		4,070 »
Brevets de pension.		5,603 »
Certificats de cautionnement		497 »
Coupons d'intérêts		3,293,549 »
Quittances d'arrérages ou d'intérêts		253,498 »
Inscriptions et mutations dans les doubles du grand-livre de la Dette publique, des registres des pensions et des cautionnements		26,250 »
Compte général de l'Etat	1	
Comptes provinciaux	8	
Comptes de gestion en deniers :		
A) Comptables ordinaires :		
Comptables des Chemins de fer, Postes, Télégraphes et Téléphones . . . 2,518		
Receveurs des Contributions directes, Douanes et Accises. 754		
Receveurs de l'Enregistrement et des Domaines et Conservateurs des hypothèques	326	
Autres comptables ordinaires	107	
B) Comptables extraordinaires :		
Comptes rendus de l'emploi des { a) sur les Budgets de l'Etat . . . 1,483	} b) sur les Budgets provinciaux . . . 798	6,316 »
fonds mis à leur disposition		
C) Conseils d'administration des régiments et comptables des établissements militaires du service de subsistance	170	
Comptes de gestion en matières	122	
Comptes du caissier de l'Etat	2	
Compte de la Caisse d'amortissement.	1	
Compte de la Caisse des dépôts et consignations	1	
Comptes de la Caisse d'épargne et de retraite	4	
Compte des Caisses des veuves et orphelins	9	
Compte général du Congo belge	1	
		VALEURS.
Dépenses payées directement par les comptables des administrations générales . fr.		239,263,636.62
Dépenses payées sur le visa des agents du Trésor.		496,983,112.68
Dépenses des Caisses spéciales de pensions payées sur le visa des agents du Trésor.		11,762,977.47
Dépenses sur crédits ouverts		60,392,788.00
Dépenses relatives au service de la dette publique (coupons, quittances d'arrérages, amortissement, annuités)		182,203,786.88
Dépenses de la Caisse des dépôts et consignations et des divers fonds administrés par cette institution		447,501,004.39
Dépenses des provinces, fonds locaux, fonds commun		37,330,749.36

Nombre de dépêches adressées par la Cour aux adminis-
des Conseils

Année 1898 : 2,543

— 1901 : 2,836

— 1904 : 2,980

Année 1910. Nombre.	Année 1907. Nombre.	Année 1904. Nombre.	Année 1901. Nombre.	Année 1898. Nombre.
121 002 »	113,883 »	106,642 »	107,174 »	104,076 »
1,608 »	1,448 »	1,294 »	1,061 »	1,036 »
83 »	—	—	—	—
27 »	—	—	—	—
1,611 »	1,370 »	1,233 »	999 »	2,214 »
470 »	418 »	375 »	411 »	—
3,284,282 »	3 126,299 »	3,571,976 »	2,543,287 »	2,146 237 »
239,630 »	228,929 »	207,608 »	198,076 »	—
19,092 »	20,778 »	19,533 »	13,530 »	22,236 »
6 863 »	6,283 »	5,677 »	6,100 »	5,293 »
VALEURS.	VALEURS.	VALEURS.	VALEURS.	VALEURS.
220 707,665 »	216,647,032 »	191,883 730 »	166,403,219 »	134,668,220 »
452,505,230 »	427,600,340 »	333,478,093 »	342,239,731 »	233,100,734 »
10,961,473 »	—	—	—	—
56,426,414 »	51,732,112 »	51,400,298 »	52,741,774 »	44,730,932 »
212,596,139 »	—	—	—	—
501,696 311 »	—	—	—	—
34,254,111 »	—	—	—	—

trations générales et aux députations permanentes
provinciaux.

Année 1907 : 3,233

— 1910 : 3,217

— 1912 : 3,671

Nombre des Membres de la Cour et nécessité de son augmentation.

Dans l'introduction de son cahier d'observations de 1911, la Cour des Comptes signale avec raison que le nombre de ses Membres est encore le même que celui fixé par la loi du 30 décembre 1830 et par la loi du 29 octobre 1846, que cependant, vu l'augmentation des dépenses et de la réglementation, vu aussi l'adjonction à son inspection du budget colonial ainsi que de la comptabilité provinciale, la besogne qui lui incombe s'étend en proportion de la quantité de travail de vérification soumis à ses bureaux et que dès lors il est de toute évidence que le Président, les six Conseillers et le Greffier composant son unique Chambre ne suffisent plus pour garantir avec tout le soin et la rapidité désirables le contrôle qui leur est attribué par la Constitution et les lois.

Dans ses observations de 1913, la Cour des Comptes renouvelle ses doléances et émet à nouveau le vœu de voir modifier l'article premier de la loi organique du 29 octobre 1846.

Si la nécessité d'augmenter le nombre des Président, Conseillers et Greffier de la Cour des Comptes s'imposait depuis plusieurs années en 1914, on peut dire qu'actuellement il y aurait péril grave à ne pas procéder à cette augmentation.

En effet :

Toutes les pièces de la comptabilité coloniale transmises à la Cour avant la guerre ont été vérifiées pendant l'occupation, mais, en présence de l'impossibilité de correspondre avec le département au sujet des comptes de 1909 et 1910, ceux-ci n'ont pu être clôturés. La longue interruption dans l'envoi des pièces-comptables provoquera sans doute l'accumulation des gestions des années suivantes.

Doivent notamment aussi parvenir à la Cour :

a) Les comptes généraux de l'Administration des Finances pour les années 1914 à 1918.

Belgique occupée et Belgique non occupée :

b) La comptabilité du Havre.

c) Les comptes de l'occupation.

d) Les inscriptions et dépenses relatives à la dette 30 p. c., 4^e série, créée au moment des événements en 1914 et s'élevant à 12 millions de L. (conventionnellement 302,640,000 francs).

e) La comptabilité de la Société Coopérative d'avances et de prêts qui poursuit le recouvrement de créances s'élevant en totalité à plus de 280 millions.

f) Les justifications des dépenses à prélever sur les crédits nouveaux suivants :

Organisation de cantines pour le personnel itinérant du chemin de fer (2 millions).

Avances par l'État pour les dommages causés aux biens par la guerre (loi du 24 février 1919).

Réparation des dommages résultant des faits de la guerre (loi du 10 mai 1919).

Réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (loi du 10 juin 1919).

Subventions de vie chère au personnel enseignant — 22 millions — (loi du 31 mars 1919).

Licenciement par réforme de militaires en-dessous du rang d'officier. Cette loi alloue des indemnités annuelles — véritables pensions — évaluées d'après le degré d'incapacité de travail des militaires blessés (arrêté-loi du 5 avril 1917).

Dotation au profit des combattants de la guerre savoir :

1^o récompense aux militaires subalternes ainsi qu'aux infirmières attachées à un établissement hospitalier belge ;

2^o rente viagère à raison de leurs chevrons de front aux militaires, aux infirmières au service de l'armée belge (loi du 1^{er} juin 1919).

Secours aux familles de militaires décédés au cours de la présente campagne (arrêté ministériel).

Adoption nationale des communes. — Restauration des régions dévastées (un milliard).

Indemnité aux agents du service extérieur. — Frais de la Conférence de la Paix. — Service de la propagande, etc. (2,980,622).

Reconstitution agricole.

Travaux de remise en état du terrain des régions dévastées. — Restauration du cheptel, etc. (255,450,000 fr.) :

Ravitaillement de la population civile de la Belgique (644 millions).

Subsides aux œuvres de secours aux chômeurs (200 millions).

Emprunt de la restauration monétaire. — Emprunt de la Restauration nationale. — Emprunts contractés au Havre (coupons, rentes, inscriptions).

Ce sont là des travaux extraordinaires, très conséquents que les quatre années de guerre apportent à la Cour des Comptes.

Un surcroît de besogne naîtra aussi :

I. Des nombreux découverts dans les caisses des comptables, lesquels donnent lieu à la reddition de comptes spéciaux ;

II. Du trouble et des irrégularités dans la comptabilité de divers départements résultant spécialement de la séparation administrative instaurée par l'ennemi.

Il apparaît donc qu'il est hautement désirable que la Législature examine sans tarder le projet de loi déposé le 25 juillet 1913 par MM. Lamborelle, Masson, Claes, Buyl, Mansart et Bertrand et qui tend à la création d'une seconde chambre à la Cour des Comptes.

Une commission spéciale est chargée d'examiner ce projet. Votre Section centrale demande qu'il soit très prochainement discuté.

Fonctionnaires, commis et locaux de la Cour des Comptes. Nécessité de l'agrandissement des locaux.

L'importance croissante de la quantité, et de la difficulté des affaires soumises à la Cour des Comptes à sa répercussion immédiate sur la composition et le nombre du personnel auxiliaire de cette institution.

Le tableau ci-dessous démontre que depuis longtemps, par des règlements organiques successifs, la Cour des Comptes a augmenté graduellement le nombre de ses fonctionnaires et commis qui préparent et expédient une besogne à laquelle elle ne peut plus du reste actuellement suffire. Mais la tâche des bureaux, considérable avant la guerre, devient plus lourde de jour en jour. La surcharge de tra-

vaux est telle qu'il paraît impossible en ce moment de déterminer le nombre d'agents qu'il sera nécessaire d'adjoindre au personnel actuel. Il fallait évidemment prévoir combien difficile serait la tâche des bureaux au lendemain des événements. Ainsi la Cour a-t-elle fixé lors de l'élaboration de son budget pour l'année courante la somme nécessaire pour une réorganisation, la création de nouveaux services et une extension du personnel. Cette extension du personnel ne pourra cependant comprendre plus de 25 à 30 agents à cause de l'insuffisance des locaux. A grande peine seront installés ces agents nouveaux. On ne saura où caser ceux qu'il faudra encore incessamment engager.

Les locaux doivent être nécessairement agrandis. C'est dans ce but qu'avant la guerre, un bâtiment contigu à l'hôtel de la Cour a été établi rue Villa Hermosa. Il est resté inachevé. Il a été question aussi dans ce même but d'acquérir l'hôtel voisin situé n° 10, place Royale.

Le problème à résoudre est de la compétence de l'Administration des bâtiments civils et la Cour l'a déjà signalé aux pages 2 et 3 dans son cahier d'observations de 1911.

Cadres du personnel de la Cour des Comptes suivant les règlements organiques.

GRADES.	Règlement du 5 juin 1896.		Règlement du 12 février 1902.		Règlement du 28 février 1905.		Règlement du 5 juin 1912.		Règlement du 28 mai 1919			
	Nombre	Traitements	Nombre	Traitements	Nombre	Traitements*	Nombre	Traitements	GRADES.	Nombre	Traitements	
Directeurs . . .	3	6,500 à 7,500	4	6,500 à 7,500	4	7,000 à 7,500	4	7,500 à 8,000	Directeurs	8	8,000 à 8,500	
Chefs de division .	4	5,500 à 6,500	5	5,500 à 6,500	5	5,500 à 6,500	8	6,000 à 7,000	Chef des services du greffe.	1	6,500 à 7,500	
Chefs de bureau .	10	4,400 à 5,000	10	4,400 à 5,000	10	4,400 à 5,000	12	4,790 à 5,500	Sous-directeurs.	8	6,500 à 7,500	
Sous-chefs de bureau	10	3,400 à 4,000	10	3,400 à 4,000	10	3,400 à 4,000	10	3,700 à 4,400	Chefs de bureau	Indéterminé.	5,000 à 6,000	
Vérificateurs . . .	40	1,400 à 3,200	40	1,400 à 3,200	40	1,400 à 3,200	40	1,800 à 3,500	Vérificateurs.	Id.	2,000 à 4,700	
Commis-chef . . .	12	3,800 à 4,500	12	3,800 à 4,500	12	3,800 à 4,500	15	4,000 à 4,800	Cadre des commis	Id.	5,000 à 6,000	
Commis		1,300 à 3,600		1,400 à 3,600		1,600 à 3,800		Commis-chefs	Id.	4,000 à 5,000		
Huissiers	12	1,300 à 2,500	13	1,300 à 2,500	13	1,300 à 2,500	14	1,500 à 2,800	Huissier-chef	14	1,500 à 3,080	
Feuillers	4	1,000 à 1,200	4	1,000 à 1,300	4	1,100 à 1,500	4	1,300 à 1,800	Huissiers			
Concierge	1	600 à 1,000	1	600 à 1,000	1	600 à 1,000	1	600 à 1,000	Messageurs	3	1,300 à 1,900	
									Feuillers			
									Concierge		1	600 à 1,000

Traitements.

A côté des questions principales ci-dessus qui intéressent la sûreté et la régularité du fonctionnement de la Cour des Comptes, il en est d'autres plus ou moins accessoires et qui ont trait à la situation des Présidents, Conseillers, Greffiers, fonctionnaires, commis et autres employés de cette Cour.

Peut-être la Chambre voudra-t-elle, par un ensemble de dispositions, résoudre ces questions accessoires avec les questions principales dont la solution ne peut plus attendre ?

Dans cet ordre d'idées, elle aurait à s'occuper des traitements des Membres de la Cour des Comptes pour les mettre en concordance avec ceux de la magistrature judiciaire et conserver ainsi à la Cour des Comptes la situation qui lui est assignée puisque l'article 7 de la loi des 16-26 septembre 1907 confirmé en cela par le décret du 20 décembre 1830 du Congrès national a décidé que la Cour des Comptes prenait rang immédiatement après la Cour de Cassation. La législature a toujours tenu à relever les traitements des membres de la Cour des Comptes chaque fois qu'il s'est agi d'augmenter ceux des membres de l'ordre judiciaire. Tel a été, en effet, l'objet des lois du 20 mai 1845, du 9 mars 1863 et du 31 décembre 1900.

Par suite de l'augmentation accordée à la Magistrature, par la loi du 15 novembre 1918, une augmentation de traitement devrait être également attribuée à la Cour des Comptes, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1915 et modification du temps de service requis pour les accroissements périodiques, en ce sens que le délai de 5 ans prévu par la loi du 31 décembre 1900 serait remplacé par celui de 4 ans comme corollaire de la mesure prise en faveur des membres de l'ordre judiciaire. En outre, le taux initial des traitements pour les Conseillers et Greffiers de la Cour des Comptes devrait être relevé dans une certaine mesure, comparativement aux traitements des magistrats judiciaires. En effet, quels que soient les services antérieurs que ces Conseillers et Greffiers aient rendu à la chose publique, ils ne peuvent s'en réclamer pour obtenir le bénéfice des augmentations périodiques, ce qui n'est pas le cas pour les membres des Cours d'appel qui ont le droit de les porter en compte au prorata de leurs années antérieures de magistrature.

Il est à observer que, dans la situation actuelle, le traitement d'un directeur à la Cour des Comptes ne peut plus être augmenté, parce que au point de vue de la stricte équité, de l'avancement et du prestige des fonctions, il n'est pas admissible que la rémunération d'un directeur dépasse celle d'un membre de la Cour. Le relèvement du traitement des membres de la Cour permettrait de hausser les émoluments des directeurs et de leur accorder, de même que dans certains ministères, le bénéfice du traitement de fin de carrière.

Age de la retraite. Pension. Éméritat.

Pour faire œuvre complète, la Chambre aurait également à solutionner les problèmes de l'âge de la mise à la retraite, de la pension et de l'éméritat des membres de la Cour des Comptes.

Ces problèmes furent indiqués dans le rapport de la section centrale, chargée de l'examen du Budget des dotations pour 1881. Cette section centrale émit le vœu de voir les membres à la Cour des Comptes mis à la retraite avec éméritat à l'âge de 75 ans.

Le 14 juillet 1881, avec rapport de l'honorable M. Olin, un projet de loi accordant l'éméritat à 75 ans, fut déposé par une commission spéciale instituée par la Chambre.

Ce projet de loi devint caduc, par suite d'une dissolution.

Le 1^{er} avril 1908, une nouvelle commission spéciale dont le rapporteur était l'honorable M. de Ghellinck d'Elseghem, conclut dans un sens diamétralement opposé à celui de la commission de 1881, en repoussant et la limite d'âge et l'éméritat pour les membres de la Cour des Comptes.

Enfin l'honorable M. Lamborelle faisant remarquer que la Constitution belge en déléguant à la Chambre des Représentants le droit d'élire les membres de la Cour des Comptes n'a pas entendu interdire au pouvoir législatif de conditionner l'octroi des mandats dont il s'agit, a déposé le 23 juillet 1913, avec l'honorable Monsieur Masson et autres, le projet de loi déjà renseigné plus haut et qui édicte que nul ne peut-être nommé membre de la Cour des Comptes s'il a atteint l'âge de 67 ans.

Conclusion.

Le parlement possède à l'heure actuelle tous les éléments d'appréciation désirables pour se former une conviction, trancher même par voie d'amendements toutes les controverses existantes, fixer complètement à tous points de vue le statut de la Cour des Comptes, laquelle, comme le Gouvernement l'a maintes fois déclaré relevé directement de la Chambre des Représentants et assure son contrôle sur les finances du pays.

Le Rapporteur :

V. VILAIN.

Le Président :

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 SEPTEMBER 1919.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1919 (1).

Tabel II : Dotatiën

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VILAIN.

MIJNE HEEREN,

Wanneer men de tabel op bladzijde XV, de tabel II (Dotatiën) op bladzijde 14 en den toelichtenden staat op bladzijden 268, 269, 270 en 271 onderzoekt, stelt men vast dat het ontwerp van begrooting der dotatiën voor het dienstjaar 1919, op 20 Maart ingediend, credieten bevat :

- I. Voor de uitgaven van 1919 ;
- II. Voor de achterstallige uitgaven.

I. UITGAVEN VAN 1919.

Zij worden onderverdeeld in :

- a) Normale uitgaven ;
- b) Uitgaven door den oorlog veroorzaakt.

a) Normale uitgaven :

Deze uitgaven bedragen in 't geheel 6,165,000 frank ingedeeld als volgt :

Civiele lijst	fr. 3,300,000
Senaat	473,000
Kamer der Volksvertegenwoordigers	1,600,000
Rekenkamer	792,000

(1) Begrooting, n^o 107.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, ondervoorzitters; de heeren WAUWERMANS, HOUTART en VILAIN; IMPERIALI, PONCELET en PUSSENIER; VAN LIMBURG STIRUM, FERON en BOYL; DELPORTE, PEPIN en LAMBORELLE; DEBUNNE, LIEBAERT en TROCLET; HONINCKS, DE KERCHOVE d'EXAERDE en DE WOUTERS d'OPLINTER.

De voor 1914 toegekende credieten bedroegen in 't geheel 5,624,750 frank en waren verdeeld als volgt :

Civiele lijst	fr. 3,300,000
Senaat.	395,000
Kamer der Volksvertegenwoordigers	1,560,639
Rekenkamer.	569,100

Men vindt dus een verhooging van 540,241 frank, verdeeld als volgt :

1 ^o Voor de dotatie van den Senaat	fr. 78,000
2 ^o Voor de dotatie van de Kamer	239,341
3 ^o Voor de dotatie van de Rekenkamer	222,900

Die verhooging wordt verklaard door de bij de reglementen voorziene verhoogingen van de wedden, het duurder worden van het werkloon, van de grondstoffen en van het drukwerk, de bijkomende onvoorziene uitgaven en, bijzonder voor de Rekenkamer, door de noodzakelijkheid om het bureel-personeel te vergrooten ten einde het tegenwoordige werk te kunnen afdoen.

* * *

Volgens het advies van de Rekenkamer, d.d. 31 Juli 1919, moet artikel 5 van den toelichtenden staat van tabel II als volgt gewijzigd worden :

ARTIKEL 5	PERSONEL DER BUREELEN	Aantal agenten	Wedden per jaar.
(Wedden van de ambtenaren, bedienden en dienstlieden.)	Bestuurders.	8	8,000 tot 8,500
	Dienstoverste van de Griffie	1	6,500 » 7,500
	Onder-bestuurders	8	6,500 » 7,500
	Bureelhoofden	onbepaald	5,000 » 6,000
	Verificateurs	id.	2,000 » 4,700
	Kader { Bureelhoofden	id.	5,000 » 6,000
	der { Hoofdclerken	id.	4,000 » 5,000
	klerken { Klerken en dactylografen	id.	1,800 » 3,800
	Hoofdclerwaarder.	14	1,500 » 3,080
	Deurwaarder-portier		
	Deurwaarders en boden		
	Vuurverzorgers	3	1,300 » 1,900
	Huisbewaarder	1	600 » 1,000
	Wedden van beschikbaar gestelde agenten. Buitengewone werken; openstaande en nieuwe plaatsen, gebeurlijke bevorderingen en verhoogingen		10,000

b) *Uitgaven door den oorlog veroorzaakt.*

Over 't algemeen hebben die uitgaven betrekking op de herstelling van de lokalen en van het materieel, alsmede op den duurbijslag aan de ambtenaren, bedienden en bezoldigde agenten ;

Volgens tabel II, gevoegd bij het wetsontwerp tot vaststelling van de algemeene begrooting voor het dienstjaar 1919, bedragen bedoelde uitgaven :

750,000 frank voor den Senaat ;
220,000 frank voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers ;
252,500 frank voor de Rekenkamer ;

of in 't geheel 1,222,500 frank.

Op de begrooting, vastgesteld door de Commissie van rekenplichtigheid in de Kamer, werd bedoeld cijfer van 220,000 frank verhoogd met fr. 432,092.41.

Houdt men er anderzijds rekening mede dat de Senaat op 2 Juli 1919 liet weten dat hij het cijfer van 750,000 frank, zijnde het bedrag van zijne door den oorlog veroorzaakte uitgaven, op 480,000 frank bracht, dan wordt het boven aangeduid totaal van 1,222,590 frank voorgoed op fr. 1,354,593.41 vastgesteld.

II. ACHTERSTALLIGE UITGAVEN.

Die uitgaven hebben betrekking op de rekening voor den oorlogstijd. Volgens hooger bedoelde tabel II bedragen zij :

Voor den Senaat	fr. 280,000
Voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers	337,000
Voor de Rekenkamer	330,000
In 't geheel	fr. 3,980,000

Zoo het ontwerp van begrooting, door de Commissie van rekenplichtigheid der Kamer vastgesteld, het cijfer der door den oorlog veroorzaakte uitgaven voor 1919 met fr. 432,093.41 verhoogt, vermindert zij anderzijds met dezelfde som het cijfer van 3,370,000 frank, voorzien voor achterstallige uitgaven, en brengt dat cijfer op fr. 2,937,906.59, wat het totaal van 3,980,000 frank op fr. 3,547,906.59 verlaagt.

Den 23^e Augustus 1914 liet de Regeering den Voorzitter van de Kamer weten dat zij hoofdstuk IV van tabel II der herstellingen (dotatiën) aangaande de Rekenkamer als volgt wijzigde :

Artikel 5 (wedden en vergoedingen van het bureelpersoneel, wedden van beschikbaar gestelde ambtenaren, achterstallige uitgaven), *te verhoogen met 220,000 frank.*

Bij artikel 6 (materieel en allerlei uitgaven) :

- a) Normale uitgaven voor 1919, *te verhoogen met 50,000 frank ;*
- b) Uitgaven voor 1919 door den oorlog veroorzaakt, *te verhoogen met 20,000 frank ;*
- c) Achterstallige uitgaven, *te verhoogen met 220,000 frank.*

Bij artikel 9 (duurtebijslag aan de leden van de Rekenkamer, aan de ambtenaren, bedienden en loontrekkende agenten), *te verhoogen met 43,500 frank.*

Uit bovenstaande beschouwingen blijkt dat de overzichtstabel van de

begrooting voor het dienstjaar 1919, wat de dotatiën betreft (toelichtende staat, blz. 270 en 271), moet vastgesteld worden als volgt :

NUMMERS DER hoofdstukken.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DIENSTEN.	CREDIETEN AANGEVRAAGD VOOR 1919.	ACHTERSTALLIGE UITGAVEN.
	<i>Overzicht :</i>		
I.	Civiele lijst	3,300,000 »	»
II.	Senaat	923,000 »	280,000 »
III.	Kamer der Volksvertegenwoordigers	2,252,093 41	2,937,906 59
IV.	Rekenkamer.	1,158,000 »	550,000 »
	Totaal (Dotatiën) Fr. . . .	7,633,093 41	3,767,906 59

Onder die voorwaarden neemt uwe Middenafdeeling de begrooting der dotatiën eenparig aan en stelt voor, tabel II (dotatiën), deel uitmakend van de algemeene tabel van artikel 12 van het wetsontwerp dat de begrooting voor 1919 bevat, te doen luiden als volgt :

MINISTERIËN EN DIENSTEN.	UITGAVEN		
	BEHOOREND TOT HET DIENSTJAAR		ACHTERSTALLIGE LASTEN.
	Normale lasten.	Oorlogs- lasten.	
Tabel.	»	»	»
Dotatiën II	6,215,000 »	1,418,093 41	3,767,906 59

BEHANDELING IN DE AFDEELINGEN.

In de 1^{ste} afdeeling werd de begrooting der dotatiën eenparig aangenomen.

In de 2^e afdeeling werd zij bij eenparigheid van stemmen min ééne onthouding aangenomen.

In de 3^e afdeeling werd zij eenparig aangenomen.

In de 4^e — — — — —

In de 5^e — — — — —

In de 6^e afdeeling werd zij bij eenparigheid van stemmen min twee onthoudingen aangenomen.

De stemming in de afdeelingen had plaats vóór bovenbedoelde wijzigingen.

Kamer.

Een lid van de vierde afdeeling en leden van de Middenafdeeling hebben

aangedrongen op de noodzakelijkheid om de tegenwoordige lokalen der Kamer anders in te richten en uit te breiden.

Sedert talrijke jaren wacht deze quæstie op eene oplossing.

Herhaaldelijk werden bij de achtereenvolgende Regeeringen stappen gedaan om te bekomen dat het hotel van den Minister van Wetenschappen en Kunsten en de gebouwen en bureelen, gelegen in de Beyaertstraat, aan de Kamer zouden afgestaan worden.

Het hotel van den Minister van Wetenschappen en Kunsten zou dan tot verblijf dienen aan den heer Voorzitter van de Kamer; de lokalen, waarover de heer Voorzitter thans beschikt, zouden door de afgevaardigden kunnen gebruikt worden om er een spijzaal in te richten, waarvan de noodzakelijkheid zich heden des te meer gevoelen doet, daar er op elk uur van den dag, zelfs tusschen de openbare dagzittingen, vele vergaderingen van afdeelingen of commissiën plaats hebben.

Wat bovenbedoelde gebouwen in de Beyaertstraat betreft, zij zouden dienen tot de noodzakelijke uitbreiding van de lokalen der verschillende diensten van de Kamer, die thans ontoereikend zijn, langs overal verspreid en veel te klein geworden zijn.

Tot dusver hebben onze achtbare quaestoren, ondanks hun herhaaldelijk aandringen, slechts onduidelijke beloften kunnen bekomen.

* * *

Een lid van de Middenafdeeling vroeg of het de Kamer niet mogelijk was de levering van het noodige papier in aanbesteding te geven en zich met den Senaat te verstaan voor het gemeenschappelijk uitgeven van het drukwerk der wetgeving.

Uit de bekomen inlichtingen blijkt : 1^o dat men eertijds getracht heeft de levering van het papier in openbare aanbesteding te geven, maar dat men er moest van afzien, daar het stelsel geen voldoening schonk; dat men sedert vele jaren zijn toevlucht neemt tot de beperkte aanbesteding die een ernstige bezuiniging ten gevolge had;

2^o dat de stukken in de voor de Kamer gedrukte uitgave tevens voor Kamer en Senaat dienen; dat de Hooge Vergadering er zich bij bepaalt de door de Kamer gewijzigde ontwerpen en de verslagen van zijne mededeelingen te doen drukken; dat er dus niet tweemaal hetzelfde werk gedaan wordt, zoodat een verstandhouding tusschen de twee Kamers betreffende het drukwerk schier nutteloos is.

REKENKAMER.

De vierde afdeeling drukte den wensch uit, het door den heer Lamborelle ingediend wetsvoorstel betreffende de herinrichting der Rekenkamer te zien onderzoeken.

Een lid van de Middenafdeeling uitte denzelfden wensch. Hij wees er op, dat de enkele Kamer van bedoelde instelling sedert lang met werk overlast is en niet in staat is om de veelvuldige, haar onderworpen zaken af te handelen.

Uwe Middenafdeeling oordeelt dat het wel zoo is. Zij stelt vast dat de werkzaamheden van de Rekenkamer steeds meer *omvangrijk* worden en in 't belang van de veiligheid van 's lands financiën vraagt zij dat de Kamer zonder verwijl de noodige schikkingen neme om die hoogst gewichtige Staatsinstelling het vervullen van hare hooge zending mogelijk te maken.

Belangrijkheid van het werk der Rekenkamer.

De wet van 29 October 1846 heeft de Rekenkamer definitief ingericht en op duidelijke wijze hare bevoegdheden en hare betrekkingen met de openbare besturen bepaald. Sedert dien tijd heeft de inrichting er van geen merkelijke wijzigingen ondergaan.

De bevoegdheden van de Rekenkamer worden bepaald door artikel 116 der Grondwet en door voornoemde wet van 29 October 1846. Zij is belast met de vereffening der rekeningen van het Algemeen Beheer en van alle rekenplichtigen tegenover de Schatkist. Zij waakt er over, dat geen artikel van uitgaven der Begrooting overschreden worde en dat geen overdracht plaats hebbe; zij stelt de rekeningen vast van de verschillende beheeren van den Staat en heeft last, met dat doel alle noodige inlichtingen en stukken van rekenplichtigheid te verzamelen. De algemeene rekening van den Staat wordt met hare opmerkingen aan de Kamers voorgelegd. Zij regelt en sluit de rekeningen niet enkel van den Staat, maar ook die van de provinciën. Zij doet uitspraak over de rekeningen der rekenplichtigen; zij waakt er over dat de overdrachten en terugbetalingen, alsmede de nieuwe leeningen juist ingeschreven worden op het dubbel van het Grootboek der openbare schuld, in hare bureelen neergelegd; zij houdt ook het dubbele van het register der pensioenen ten laste van den Staat.

Toeneming van bedoelde werkzaamheden.

Wanneer men over het tijdperk 1870-1911 het bedrag der definitieve uitgaven ten laste van de gewone en buitengewone begrotingen vergelijkt, die de Rekenkamer als haar normaal werk moet nazien, stellen wij navolgende toeneming vast :

1870	fr.	216,907,800
1875	»	292,222,495
1880	»	382,908,428
1885	»	351,251,438
1890	»	417,893,629
1895	»	410,383,401
1900	»	574,158,192
1905	»	772,365,942
1910	»	829,456,247
1911	»	810,926,435

Nota. — Van af 1908 moet bij bovenstaande cijfers het bedrag van de koloniale begrooting gevoegd worden, dat voor het dienstjaar 1912 als credieten bevat : 50,558,710 frank op de gewone begrooting en 18,218,660 frank op de buitengewone begrooting.

De navolgende tabel, die de statistiek samenvat van de werkzaamheden der Rekenkamer gedurende de jaren 1898, 1901, 1904, 1907, 1910 en 1912, wijst ook een belangrijke toeneming aan.

De toenemingen, waarvan sprake is, waren nog aanzienlijker gedurende de jaren 1913 en 1914.

AARD DER STUKKEN VAN REKENPLICHTIGHEID.		Jaar 1912. — AANTAL.
Betaalbevelschriften aan de voorafgaande goedkeuring onderworpen en aangerekend	a) op de Staatsbegrotingen . . . 118,193 b) op de provinciale begrotingen . . 12,498	130,682 »
Pensioenen van allen aard		1,323 »
Pensioenen verleend aan de weduwen en weezen van de gemeentelijke leeraars en onderwijzers		73 »
Vroegere herziene pensioenen		4,070 »
Pensioenbrevetten		5,603 »
Bewijsschriften van borgtocht		497 »
Coupons van interesten		3,295,540 »
Kwijtingen van achterstallen of van interesten		253,498 »
Inschrijving of overgang in de afschriften van het Grootboek der openbare schuld, van de registers der pensioenen en borgstellingen		26,250 »
Algemeene rekening van den Staat	1	
Provinciale rekeningen	8	
Rekeningen van beheer in penningen :		
A) Gewone rekenplichtigen :		
Rekenplichtigen van de spoorwegen, posterijen, van telegraaf en telefoon	2,518	
Ontvangers van de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen . .	734	
Ontvangers van de registratie en de domeinen en Bewaarders der hypotheeken	328	
Overige gewone rekenplichtigen	107	
B) Buitengewone rekenplichtigen :		
Verantwoording over 't gebruik der tot hun beschikking gestelde fondsen.	a) op de Staatsbegrotingen . . . 1,485 b) op de provinciale begrotingen . . 708	6,316 »
C) Raden van beheer der regimenten en rekenplichtigen van de militaire inrichtingen van den voorzieningsdienst		
Rekeningen van beheer in stoffen	122	
Rekeningen van den kassier van den Staat	2	
Rekening van de delgingskas	1	
Rekening van de kas der gerechtelijke bewaarstellingen	1	
Rekeningen van de spaar- en lijfrentekas	4	
Rekening van de kassen voor weduwen en weezen	9	
Algemeene rekening van Belgisch Congo	1	
		WAARDEN.
Uitgaven rechtstreeks betaald door de rekenplichtigen der algemeene besturen . fr.		230,265,656.62
Uitgaven betaald na visa van de agenten der Schatkist		496,985,112.68
Uitgaven der bijzondere pensioenkas betaald na visa van de agenten der Schatkist		11,762,927.47
Uitgaven op geopende credieten		69,592,788.00
Uitgaven betreffende den dienst der openbare schuld (coupons, kwijtingen van achterstallen, delging, annuïteiten).		182,203,786.88
Uitgaven van de kas der gerechtelijke bewaarstellingen en van de verschillende door de instelling beheerde fondsen		447 501,004.59
Uitgaven der provinciën, plaatselijke fondsen, gemeene fonds		37,350,749.36

Aantal aanschrijvingen door de Rekenkamer gericht tot der provincie-

Jaar 1898 : 2,543
 — 1901 : 2,856
 — 1904 : 2,980

Jaar 1910. Aantal.	Jaar 1907. Aantal.	Jaar 1904. Aantal.	Jaar 1901. Aantal.	Jaar 1898. Aantal.
121,002 »	113,885 »	106,642 »	107,174 »	104,076 »
1,608 »	1,448 »	1,294 »	1,061 »	1,036 »
83 »	—	—	—	—
27 »	—	—	—	—
1,641 »	1,370 »	1,233 »	999 »	2,214 »
470 »	418 »	375 »	444 »	—
3,284,282 »	3,126,299 »	3,571,976 »	2,545,291 »	2,146,237 »
239,650 »	228,929 »	207,608 »	198,076 »	—
19,092 »	20,778 »	19,533 »	15,530 »	22,256 »
6 863 »	6,283 »	5,077 »	6,100 »	5,295 »
WAARDEN.	WAARDEN.	WAARDEN.	WAARDEN.	WAARDEN.
220 707,663 »	216,647,032 »	191,883 739 »	166,403,219 »	154,668,220 »
432,503,230 »	427,600,340 »	335,478,095 »	342,259,731 »	253 100,731 »
10,961,473 »	—	—	—	—
56,426,414 »	51,732,112 »	51,400,298 »	52,741,774 »	44,730,932 »
212,596,439 »	—	—	—	—
501,696 311 »	—	—	—	—
34,234,111 »	—	—	—	—

de algemeene beheeren en tot de bestendige deputatiën
raden.

Jaar 1907 : 3,253
— 1910 : 3,217
— 1912 : 3,671

*Aantal leden van de Rekenkamer en noodzakelijkheid
om het te vermeerderen.*

In de inleiding tot haar kohier van opmerkingen van 1914, wijst de Rekenkamer er met reden op, dat het aantal harer leden nog hetzelfde is als hetgeen bepaald werd door de wet van 30 December 1830 en door de wet van 29 October 1846; echter, dat ten gevolge van de vermeerdering der uitgaven en van de regeling, ten gevolge ook van het toevoegen aan haar toezicht van de koloniale begroting en van de provinciale rekenplichtigheid, haar werk toeneemt naar evenredigheid van de hoeveelheid stukken, aan het toezicht harer bureelen onderworpen, en dat het dus klaar is dat de voorzitter, de zes Raadsheeren en de Griffier, die hare eenige Kamer uitmaken, niet voldoende zijn om met de gewenschte zorg en snelheid de haar door de Grondwet en door de wetten toegekende contrôle te waarborgen.

In hare opmerkingen van 1913 herhaalt de Rekenkamer die klachten en drukt opnieuw den wensch uit, het eerste artikel van de organieke wet van 29 October 1846 te zien wijzigen.

Zoo de noodzakelijkheid om het aantal leden: Voorzitter, Raadsheeren en Griffier van de Rekenkamer te vermeerderen zich in 1914 reeds sedert vele jaren opdrong, mag men zeggen dat het thans zeer gevaarlijk wezen zou niet tot die vermeerdering over te gaan.

Inderdaad :

Al de stukken van de koloniale rekenplichtigheid, vóór den oorlog aan de Rekenkamer overgemaakt, werden gedurende de bezetting nagezien, doch daar het onmogelijk was met het departement in betrekking te komen aangaande de rekeningen van 1909 en 1910, konden deze niet afgesloten worden. De lange onderbreking in het toezenden der stukken van rekenplichtigheid zal ongetwijfeld een opeenhooping veroorzaken van de stukken behorend tot het beheer der volgende jaren.

Moeten namelijk ook bij de Rekenkamer toekomen :

a) De algemeene rekeningen van het Beheer van Financiën voor de jaren 1914 tot 1918.

Bezet België en onbezet België :

b) De rekenplichtigheid van Le Havre.

c) De rekeningen van de bezetting.

d) De inschrijvingen en uitgaven betreffende de schuld 3 t. h., 4^e reeks, tot stand gebracht op het oogenblik der gebeurtenissen in 1914 en bedragende 12 miljoen P. S. (bij overeenkomst 302,640,000 fr.).

e) De stukken van rekenplichtigheid van de Maatschappij voor Voorschotten en Leeningen, die het invorderen van schuldvorderingen voortzet voor een totaal bedrag van meer dan 280 miljoen.

f) De stukken tot rechtvaardiging der uitgaven te doen op de navolgende nieuwe credieten :

Inrichting van cantines voor het reizend personeel der spoorwegen (2 miljoen).

Voorschotten door den Staat voor oorlogsschade aan de goederen (wet van 24 Februari 1919).

Herstel van schade voortvloeiende uit oorlogsfeiten (wet van 10 Mei 1919).

Herstel aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog (wet van 10 Juni 1919).

Duurtebijslag aan het onderwijzend personeel — 22 miljoen — (wet van 31 Maart 1919).

Afdanking, wegens lichaamsgebreken van militairen beneden den rang van officier. Deze wet kent jaarlijksche vergoedingen toe — echte pensioenen — geschat naar den graad van arbeidsonbekwaamheid der gekwetste militairen (besluit-wet van 3 April 1917).

Dotatie ten bate van de oud-strijders, te weten.:

1° belooning aan de ondergeschikte militairen, alsmede aan de zieken-verpleegsters werkzaam in een Belgisch verplegingsgesticht ;

2° lijfrente, wegens hunne frontstrepn, aan de militairen, aan de zieken-verpleegsters in dienst van het Belgisch leger (wet van 1 Juni 1919).

Steun aan de gezinnen van militairen, in den loop van den oorlog overleden (ministerieel besluit).

Nationale aanneming der gemeenten. — Herstel der verwoeste gewesten (een milliard).

Vergoeding aan de agenten van den buitenlandschen dienst. — Kosten van de Vredesconferentie. — Dienst van de propagande, enz. (2,980,622 fr.).

Landbouwherstel.

Werken tot het weer in goeden staat brengen van den grond der verwoeste gewesten. — Herstel van den veestapel, enz. (233,450,000 fr.).

Bevoorrading van de burgerlijke bevolking van België (644 miljoen).

Toelagen aan de werken tot steun aan de werklozen (200 miljoen).

Leening voor het muntherstel. — Leening voor het Nationaal Herstel. — Leeningen te Le Havre gesloten (coupons, renten, inschrijvingen).

Dat zijn buitengewone werkzaamheden van belang, welke de vier oorlogs-jaren aan de Rekenkamer opleggen.

Vermeerdering van werk zal ook ontstaan :

I. Uit de talrijke gevallen van tekort in de kassen van de rekenplichtigen, die aanleiding geven tot het overleggen van bijzondere rekeningen ;

II. Uit de storing en de onregelmatigheden in de rekenplichtigheid van verschillende departementen, voortvloeiende vooral uit de bestuurlijke scheiding die door den vijand ingevoerd werd.

Het blijkt dus dat het hoogst wenschelijk is, dat de Wetgeving zonder verwijl het wetsvoorstel onderzoekt, op 25 Juli 1913 ingediend door de heeren Lamborelle, Masson, Claes, Buyl, Mansart en Bertrand, dat tot doel heeft eene tweede Kamer bij het Rekenhof op te richten.

Eene bijzondere Commissie werd met het onderzoek van dit ontwerp belast. Uwe Middenafdeeling vraagt dat het eerlang behandeld worde.

Ambtenaren, klerken en lokalen van de Rekenkamer. Noodzakelijkheid om de lokalen te vergrooten.

De toenemende belangrijkheid van de hoeveelheid en van de moeilijkheid der aan de Rekenkamer onderworpen zaken heeft rechtstreekschen invloed op de samenstelling en het getal van het hulppersoneel dier instelling.

Onderstaande tabel bewijst dat de Rekenkamer sedert lang door achtereenvolgende inrichtingsreglementen geleidelijk het aantal harer ambtenaren en klerken vermeerderd heeft, die een werk voorbereiden en afdoen, waartoe hun krachten thans niet meer toereikend zijn. Maar de taak der bureelen, die vóór den oorlog reeds omvangrijk was, wordt met den dag nog zwaarder. De overlasting is zoodanig dat het op dit oogenblik onmogelijk schijnt het aantal beambten te bepalen, die aan het bestaande personeel zullen moeten toegevoegd worden. Men moest natuurlijk voorzien hoe moeilijk de taak der bureelen na de oorlogsgebeurtenissen worden zou.

Zóó heeft de Rekenkamer, bij het opmaken van hare begrooting voor het loopende jaar, de som bepaald die benodigd is tot eene herinrichting, het tot stand brengen van nieuwe diensten en tot uitbreiding van het personeel. Die uitbreiding van het personeel mag nochtans niet meer dan 25 tot 30 beambten begripen, ter oorzake van de onvoldoende lokalen. Met groote moeite zal men plaats vinden om die nieuwe beambten aan 't werk te stellen.

De lokalen moeten noodzakelijkerwijze verruimd worden. Met dat doel werd vóór den oorlog een aan het hotel van de Rekenkamer palend gebouw in de Villa Hermosastraat opgetrokken. Het blijft onvoltooid. Met hetzelfde doel was er ook sprake van, het aanpalend heerenhuis op de Koninklijke plaats, n^o 10, aan te koopen.

Het op te lossen vraagstuk behoort tot de bevoegdheid van het Beheer der burgerlijke gebouwen en de Rekenkamer wees er reeds op in haar kohier van opmerkingen vóór 1911 (blz. 2 en 3).

Weden.

Benevens de hierboven vermelde hoofdpunten die de zekerheid en de regelmatigheid der werking van de Rekenkamer aanbelangen, zijn er andere, min of meer van ondergeschikten aard en die betrekking hebben op den toestand der Voorzitters, Raadsheeren, Griffiers, Ambtenaren, Klerken en andere bedienden van die Rekenkamer.

Misschien zal de Kamer door een geheel van bepalingen die ondergeschikte punten wel willen oplossen te zamen met de hoofdzaken, waarvan de oplossing niet langer mag uitblijven.

In dezen gedachtengang zou zij zich bezig te houden hebben met de wedden van de leden der Rekenkamer om ze overeen te brengen met die van de rechterlijke magistratuur en zóó voor de Rekenkamer den haaraangewezen toestand te behouden, vermits artikel 7 der wet van 16-26 September 1907, daarin bekrachtigd door het decreet van 20 December 1830 van het Nationaal Congres, beslist heeft dat de Rekenkamer in rang komt onmiddellijk na het Hof van Verbreking. De wetgeving heeft er altijd aan gehouden de wedden van de leden der Rekenkamer te verhoogen, telkens wanneer het er op aan kwam, die van de leden der rechterlijke orde te verhoogen. Dat was inderdaad het doel der wetten van 20 Mei 1845, van 9 Maart 1863 en van 31 December 1900.

Ten gevolge van de verhooging, die door de wet van 15 November 1918 aan de magistratuur toegekend werd, zou een verhooging van wedde ook moeten toegekend worden aan de Rekenkamer, met ingang op 1 Januari 1915 en met wijziging van den dienstdienst vereischt voor de geregelde verhoogingen, in dezen zin dat de termijn van 5 jaar, voorzien bij de wet van 31 December 1900, zou vervangen worden door dien van 4 jaar, zulks als gevolg van den maatregel ten gunste der leden van de rechterlijke orde genomen. Bovendien zou de aanvangswedde der Raadsheeren en Griffiers van de Rekenkamer in zekere mate moeten verhoogd worden, in vergelijking met de wedden der rechterlijke magistraten. Inderdaad, welke ook de vroegere diensten mochten zijn, door die Raadsheeren en Griffiers aan de gemeene zaak bewezen, zij mogen die niet doen gelden tot het bekomen der geregelde verhoogingen, wat het geval niet is voor de leden der Beroepshoven die het recht hebben ze in rekening te brengen in de mate van hun vroegere jaren in de magistratuur.

Er dient te worden opgemerkt dat de wedde van een bestuurder bij de Rekenkamer in den tegenwoordigen toestand niet meer kan verhoogd worden, omdat het uit het oogpunt van de strenge billijkheid, van de bevordering en van het gezag van het ambt niet aannemelijk is dat de bezoldiging van een bestuurder die van een lid der Rekenkamer overtreft. De verhooging van de wedde der leden van de Rekenkamer zou toelaten de bezoldiging van de bestuurders te verhoogen en hun, evenals in sommige ministeriën, het voordeel van de eindwedde toe te kennen.

Pensioensleeftijd van rustneming. Pensioen. Emeritaat.

Om volledig werk te verrichten, zou de Kamer ook de vraagstukken op te lossen hebben van den pensioensleeftijd, van het pensioen en van het emeritaat van de leden der Rekenkamer.

Deze vraagstukken worden aangeduid in het verslag van de Middenafdeeling belast met het onderzoek van de begrooting der dotatiën voor 1881. Die Middenafdeeling drukte den wensch uit, de leden van de Rekenkamer op rustgeld gesteld te zien met emeritaat op den leeftijd van 75 jaar.

Den 14^e Juli 1881 werd, na het verslag van den achtbaren heer Olin, een wetsontwerp tot toekenning van het emeritaat op 75 jaar, ingediend door eene bijzondere Commissie welke de Kamer had ingesteld.

Dat wetsontwerp verviel ten gevolge van eene ontbinding der Kamers.

Op 1 April 1908 kwam eene nieuwe Commissie, waarvan de achtbare heer de Ghellinck d'Elseghem de verslaggever was, tot een besluit dat heelemaal in strijd was met dat van de Commissie van 1881, want men verwierp daarin den leeftijdsgrens en het emeritaat voor de leden van de Rekenkamer.

De achtbare heer Lamborelle, eindelijk, deed opmerken dat de Belgische Grondwet, door aan de Belgische Kamer het recht toe te kennen om de leden van de Rekenkamer te verkiezen, de wetgevende macht niet wilde verbieden, voorwaarden tot het begeven van die mandaten te stellen, diende op 25 Juli 1913, te zamen met den achtbaren heer Masson, het wetsvoorstel in, dat wij hooger vermeldden en waarbij bepaald wordt dat niemand tot lid van de Rekenkamer mag benoemd worden, indien hij den leeftijd van 67 jaar bereikt heeft.

Besluit.

Het Parlement bezit thans alle wenschelijke gegevens om tot een overtuiging te komen, om zelfs bij wijze van amendementen alle bestaande verschillen van meening te beslechten, om in alle opzichten volledig het statuut van de Rekenkamer te bepalen welke, zooals de Regeering het meermaalen verklaarde, rechtstreeks van de Kamer der Volksvertegenwoordigers afhangt en dezer contrôle over 's lands financiën verzekert.

De Verslaggever,

V. VILAIN.

De Voorzitter,

P. POULLET.

